REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de la Moselle
Arrondissement de METZERVISSE
COMMUNE DE LUTTANGE

PROCES VERBAL

Réunion du conseil municipal du jeudi 10 octobre août 2024 à 20h sous la présidence du maire Paul-André BAUER
Salle de réunion Mairie
Convocation du 6 octobre 2024.

Présents :

Nom Prénom	Présent	Excusé	Absent
BAUER Paul André	X		
BAUER Raoul	X		
BAUMANN Christophe			X
BECKEL Claude		Procuration à Karine MARTIN	
BECKEL Léon	X		
DANIS Marc	X		
GRESSEL Philippe	X		
GROSSE Valérie			X
MARTIN Karine	X		
PERINO Christophe		Procuration à Paul- André BAUER	
PHILIPPOT Soazig	X		
PIERRAT Denis	X		
PISANO Jeannette			X
RAVAUX Noël	X		
VELVERT Martial	X		

Ouverture de la séance à 20h
Quorum des membres présents (9) atteint.
Secrétaire de séance : Soazig PHILIPPOT

Ordre du jour : Le maire propose d'ajouter 1 point à l'ordre du jour. Elargissement de la composition de la commission PLU.
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte d'ajouter ce point à l'ordre du jour

Informations :

1. Présentation de Géraldine JUNGER, secrétaire de mairie 20h / semaine, en charge notamment d'accueillir le public pendant les heures d'ouverture de la mairie, tenir à jour l'état civil, la population, la liste électorale, le cimetière, organiser les mariages, traiter le courrier postal et les mails, gérer les demandes d'urbanisme, organiser les élections et Aurore LIENHERR, agent d'entretien 20h / semaine, en charge notamment des écoles, de la mairie, du co-working, de la bibliothèque et du périscolaire en partie.

2. Compte rendus des commissions : PLU 02/09/2024 ; hébergement 29/08/2024 et 09/10/2024 ; municipalité au quotidien 05/09/2024 ; CCID 18/09/2024. Ils ne font pas l'objet de commentaires.
3. DIA : aucune depuis la dernière réunion.
4. Situation de trésorerie à ce jour : 142 130.55 € pour la commune et 83 352.57 € pour la régie. 4/5 CEE versés. Attente de versement des FEDER et Climaxion.
5. Point sur les travaux Aile Est et salle médiévale : les comptes-rendus de réunion sont consultables sur le serveur. Le développement des outils de communication, de réservation et de paiement est toujours en cours. Martine GANION est équipée pour la gestion des locations. Nous avons toujours des difficultés avec Melchior pour la rénovation de l'escalier. Le gros œuvre de la tranche 2 et l'étanchéité sont quasi terminés. Le plancher chauffant dans la grande salle est posé. L'électricien et le plombier sont en cours d'intervention. Nous avons environ un mois de retard.
6. Point sur le réseau de chaleur et la chaufferie biomasse. Il reste à percevoir du SIDEET le coup de pouce (71 500 €). Accord trouvé avec ENGIE pour solder les travaux concernant les pénalités de retard et la modification de l'alimentation du silo. Le capotage des tuyaux de l'église et de la 4^e classe sera fait en octobre et soldera le projet. Les locataires des logements de la mairie, auparavant chauffés à l'électricité, sont satisfaits. La saison de chauffe a repris en septembre avec un problème de qualité de plaquettes. Première livraison de plaquettes le 7 octobre.
7. Point sur les pistes cyclables. La passerelle sur la Bibiche à Metzeresche est posée et les enrobés le seront en octobre. Les potelets de la route de Volstroff ont été partiellement retirés. Il reste à faire le tronçon Metzeresche – Kédange pour terminer la liaison Bettelainville – Ste Marguerite.
8. Point sur le lotissement impasse Pierre et le Loup. Rien de nouveau.
9. Point sur l'étude d'aménagement du parc du château. Le diagnostic archéologique est avancé et aura lieu du 21 au 25 octobre. Deux réunions ont eu lieu en mairie, l'une avec l'Agence de l'Eau qui instruit les dossiers pour l'Etat et l'autre avec la région Grand Est qui ont validé le projet. Le financement espéré est 56 %. Le dépôt des demandes de subventions sera fait le 15/10/2024. La consultation des entreprises sera lancée en novembre. Dès accusé de réception, les travaux peuvent débuter.
10. Entrées de village. Pas d'information nouvelle. En cours.
11. Rue St Georges. Les études de sol sont réalisées et en attente des résultats qui détermineront le terrassement à réaliser. Suivra le cahier des charges avant la consultation des entreprises.
12. Extension du local des sapeurs-pompiers. Le géomètre est intervenu. Les plans à jour ont été transmis à l'architecte pour le dépôt du permis de construire.

13. Comptoir luttangeois. Le comptoir des amis a ouvert le 02/09/2024, avec pour l'instant des services partiels. La rencontre commune avec 1000 cafés le 19/09/2024 a permis de clarifier les relations.
14. Création de la régie du périscolaire et des locations de salles et du gîte. Conformément aux délégations données par le conseil municipal le 30/07/2020, le maire a créé une régie de recettes et d'avance pour le gîte, les salles et le périscolaire. Acte présenté en séance.
15. Conseil des jeunes. Présentation par Martial VELVERT. Etat des lieux des ventes de la nouvelle écrite avec Nicolas TURON. La vente a très bien fonctionné le jour de la brocante. Les jeunes souhaitent déposer les livres à la vente à la bibliothèque municipale et au comptoir des amis ainsi que dans d'autres commerces des environs. Ils ont également sollicité l'Association des parents d'élèves du Village APEEL pour une mise en vente à l'occasion du marché de Noël.
16. Procédure « biens sans maîtres ». La commission des impôts directs, réunie le 18/09/2024, a donné un avis favorable pour engager la procédure. L'arrêté pris à l'issue est présenté en séance. Après publication, les propriétaires ont 6 mois pour se manifester. Le notaire, consulté, a indiqué qu'il n'était pas nécessaire de les rechercher. A l'issue, les biens seront intégrés dans le domaine public communal.
17. Rubans du Patrimoine. La fédération du Bâtiment a remis la distinction départementale 2024 à la commune pour la réhabilitation de l'aile Est du château le 30/09/2024 devant une trentaine de personnes. Une plaque commémorative a été posée dans l'entrée du gîte.
18. Nouvelles de la CCAM. Il est confirmé que Aboncourt ferme au 31/12/2024. Les déchets seront transportés en Allemagne. Une augmentation des coûts est à prévoir. La post exploitation sera réalisée en régie par la CCAM. Le devenir de la déchetterie est en discussion. 3 aires de co-voiturage seront réalisées à Guénange, Stuckange et Koenigsmacker.
19. Débats de l'été. Le 08/09/2024, après une visite du chantier de la grande salle et sa terrasse, une quinzaine de personnes ont échangé concernant le financement des projets communaux.
20. Salon de coiffure. Blandine ROUCHEL, domiciliée Clos du Hénin, a rouvert le salon du 21, rue de la Poste.
21. Accidents carrefour « 4 routes ». Accusé de réception de la députée RAUCH du courrier de maire du 21/08/2024. Lecture de la réponse du conseil départemental du 01/10/2024. Future limitation à 50 km/h autour du carrefour.
22. Ouverture d'une classe supplémentaire et organisation des écoles. 102 élèves sont rentrés (17 PS, 16 MS, 9 GS, 15 CP, 21 CE1, 6 CE2, 6 CM1 et 12 CM2). Après comptage et intervention du maire près du DASEN, la 5e classe est confirmée. M. STAMM et M. SCHWARTZ sont les nouveaux enseignants.

23. Chantier d'insertion périscolaire. Nous accueillons Mme SPATARRO de Yutz et Mme WEBER de Metzeresche depuis la rentrée.
24. Signalisation horizontale. C2 marquage a commencé son intervention début septembre. Les conditions météo et la demande ne leur ont pas permis de finir. La mise en place du tracé Chaucidou rue de l'Eglise demandera la plus grande vigilance.
25. Forum des associations. Il a eu lieu le 28 août dernier. Peu de luttangeois intéressés, mais les bénévoles de Luttange en fête étaient nombreux. Plus de 7000 € de résultat.
26. Conférence de Metz Métropole. Plus de 50 personnes ont assisté le 22 septembre, à l'occasion des journées du Patrimoine, à la présentation, intéressante mais trop technique, des résultats des fouilles archéologiques.
27. Installation GeocoEUR. Il est en service. Une information sera diffusée sur facebook, panneapocket et le site de la mairie.
28. Résiliation assurance auto. Pilliot, choisi suite au groupement de commandes avec la CCAM, a décidé de résilier les contrats d'assurance auto avec les collectivités à compter du 01/01/2025. La recherche d'un autre assureur est en cours.
29. Rapport d'activité EPAGE 2023. Luttange est notamment concerné par le programme de renaturation de la Bibiche.
30. AG APEEL. Le 26/09/2024 en mairie, l'APEEL a changé de présidente, Jennifer MEUNIER, de trésorière, Floriane GRISO, de secrétaire, Charlène LECONSTANT. Mise en place de cours d'anglais.
31. 80 ans de la libération de Luttange le 18/11/2024. Une cérémonie particulière sera organisée pour le 11 novembre.
32. Point de situation en forêt : débardage, affouage, coupes et martelage. Le bois abattu fin 2023 a enfin pu être débardé et une vente de 100 m3 de frênes a eu lieu le 03/10/2024 ; recette de 15 190 € pour les frênes et 12 952 € pour les hêtres. Une dizaine de lots d'affouage restent à faire. Les coupes 2024 sont faites et débardées dans les parcelles 17 et 18 et une partie est vendue (12 397 € pour les hêtres et 5 220 € pour les chênes) et une vente est prévue en novembre pour 40 k€ espérés ; les coupes des parcelles 28, 6, 7 et 8 seront faites cet hiver. Une grosse opération de martelage est prévue en 2025 pour 2026.
33. Signalétique. Elle sera posée en novembre.
34. Amicale des Jeunes. Quelques contacts pour la reprise de l'association.
35. Street work out. La pose est prévue en novembre.
36. L'association de sauvegarde des casemates de Huberbusch organise le 14/12/2024 au matin une cérémonie commémorative au cimetière de Luttange en mémoire du premier soldat britannique mort en France en décembre 1940.

1. Désignation du secrétaire de séance.

Le maire propose Soazig PHILIPPOT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, désigne Soazig PHILIPPOT secrétaire de séance.

2. Suppression et création de postes : secrétaire de mairie 15 heures / semaine ; secrétaire de mairie 20 heures / semaine.

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35ème),
- le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 ou L332-14, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé.

Compte tenu du souhait de la secrétaire occupant le poste de réduire son temps de travail et de la nécessité d'un minimum de 30 heures pour assurer les missions du secrétariat de mairie de Luttange, il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée,

La suppression de l'emploi de secrétaire de mairie à temps non complet à raison de 30 heures hebdomadaires au service administratif relevant de la catégorie C.

ET

La création d'un emploi de secrétaire de mairie à temps non complet à raison de 15 heures hebdomadaires relevant de la catégorie C au service administratif à compter du 1^{er} mars 2025.

ET

La création d'un second emploi de secrétaire de mairie à temps non complet à raison de 20 heures hebdomadaires relevant de la catégorie C au service administratif à compter du 1^{er} mars 2025.

Le cas échéant et à défaut de pourvoir l'emploi par un agent fonctionnaire, l'emploi sera pourvu par un agent contractuel :

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 332-8 ou L332-14 du code général de la fonction publique.

Le contrat relevant de l'article L332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Les contrats relevant de l'article L332-8, peuvent être conclus pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe sur la base du 6^{ème} échelon.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le tableau des emplois ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du... ;

DECIDE

- d'adopter la proposition du Maire

- de modifier comme suit le tableau des emplois :

SERVICE					
FILIERE	CADRE D'EMPLOI	GRADE	ANCIEN EFFECTIF (nombre)	NOUVEL EFFECTIF (nombre)	DUREE HEBDOMADAIRE
administrative	C	Adjoint administratif	1	2	15+20

- d'inscrire au budget les crédits correspondants

3. Décision modificative n° 3.

Le maire commente les évolutions des dépenses et des recettes et propose la décision modificative ci-dessous :

FONCTIONNEMENT

Dépenses, chapitre 012. La baisse du nombre d'heures de la secrétaire de mairie de 30 à 15 heures par semaine et le recrutement d'une seconde secrétaire de mairie à 20 heures par semaine et quelques heures supplémentaires nécessitent de prendre une marge de sécurité sur les charges de personnel de 5000 €. D'autre part, le recours à la ligne de trésorerie pour a minima un trimestre supplémentaire dû au retard de paiement des subventions génère des intérêts supplémentaires importants (8200 € environ).

Ce supplément de dépenses est couvert par les recettes attendues suivantes : 2000 € de charges locatives supplémentaires, 2800 € de remboursement par ENGIE, 1100 € de trop payé à la mutuelle en 2023, déjà mandatés, et une augmentation de l'effectif au périscolaire pour 7300 €.

INVESTISSEMENT

Un trop versé de FCTVA de 5927 € nécessite d'être remboursé avec une imputation sur laquelle aucun crédit n'a été alloué. Il faut donc ajouter 5927 € au compte 102292 et retirer 5927 € sur l'opération château au compte 231.

Détail ci-dessous :

chapitre / compte	recette / dépense	libellé	budget primitif+DM1	décision modificative	budget modifié
012	dépense	CHARGES DE PERSONNEL	265 400,00 €	5 000,00 €	270 400,00 €
66	dépense	CHARGES FINANCIERES	42 633,00 €	8 200,00 €	50 833,00 €
6618	dépense	Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	25 000,00 €	8 200,00 €	33 200,00 €
70	recette	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	135 138,00 €	9 300,00 €	144 438,00 €
70878	recette	Remboursements de frais par d'autres redevables	4 200,00 €	2 000,00 €	6 200,00 €
7067	recette	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	62 000,00 €	7 300,00 €	69 300,00 €
75	recette	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	135 138,00 €	2 800,00 €	137 938,00 €
75888	recette	Autres produits divers de gestion courante	14 280,00 €	2 800,00 €	17 080,00 €
77	recette	PRODUITS EXCEPTIONNELS	135 138,00 €	1 100,00 €	136 238,00 €
773	recette	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €
10	dépense	DOTATION RESERVES	0,00 €	5 927,00 €	5 927,00 €
102292	dépense	Reprise sur FCTVA	0,00 €	5 927,00 €	5 927,00 €
23	dépense	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 623 457,34 €	-5 927,00 €	1 617 530,34 €
231	dépense	aile est - salle médiévale - parc	1 293 457,34 €	-5 927,00 €	1 287 530,34 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide cette décision modificative n°3.

4. Demande de subvention pour les animations.

La commission vivre ensemble prépare son programme d'animations pour 2025, notamment un événement récurrent hebdomadaire pendant l'été.

Elle envisage de faire appel à des troupes transfrontalières.

Ces animations peuvent faire l'objet de subventions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, charge la commission animation de définir et lui proposer un programme d'animations pour 2025 et la charge de demander toutes subventions s'y référant.

5. Achat de matériel événementiel.

Luttange en fête, manifestation organisée par 6 associations luttangeoises avec l'aide de la mairie à l'occasion de la fête patronale des 6 et 7 juillet, a généré un bénéfice de 7200 €, présenté par BLR handball le 28/08/2024.

Ces associations ont décidé que ce résultat serait utilisé pour l'achat de matériel utile à toutes les associations. Deux tonnelles (L 8 * l 4 m), pour 3132 € et une sono double pour 2903 € sont déjà en possession de la mairie et utilisables par les associations.

La commission municipalité au quotidien, réunie le 05/09/2024, avait décidé l'utilisation possible à l'extérieur des tables de brasserie jusqu'à présent exclusivement utilisées dans la Grande Salle. Elle propose l'acquisition de bancs de brasserie pour compléter cet ensemble de tables, ainsi qu'une table de mixage si nécessaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité valide cette proposition et charge la commission d'acquérir 20 bancs et une table de mixage au meilleur rapport qualité/prix.

6. Prescription de la révision du PLU de Luttange.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-11 à L153-26 ainsi que les articles R153-1 et suivants, les articles L.103-2 à L.103-6.

M. le Maire rappelle au conseil municipal les évolutions du code de l'urbanisme et l'application à venir de la Loi Climat et Résilience et présente l'opportunité et surtout l'intérêt pour la commune de réviser le PLU.

Les objectifs poursuivis lors de la révision seront les suivants :

- Développement modéré de l'habitat permettant notamment le maintien des écoles,
- Développer des activités économiques,
- Développer le tourisme et la culture en valorisant le centre ancien et en préservant les paysages,
- Respecter les principes du développement durable et les espaces naturels.

L'ensemble des objectifs définis ci-dessus pourront être complétés, éventuellement précisés en fonction des études liées à la révision du plan et du contexte règlementaire.

Conformément aux articles L103-2 et L103-4 du code de l'urbanisme, la révision du PLU doit faire l'objet d'une concertation auprès des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées.

Les modalités de cette concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

La concertation suppose une information et un échange contradictoire. Ainsi, dans le cadre de la révision du PLU de Luttange, il est proposé :

- La mise à disposition d'un registre de concertation sur lequel les habitants pourront inscrire leurs demandes, remarques et observations,
- L'organisation de réunions publiques,

- Des parutions d'articles d'information sur l'avancée des études sur le site internet de la commune, les bulletins communaux et dans la presse.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

1. de **prescrire la révision du PLU** sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L153-11 et suivants, aux vues des objectifs énumérés ci-dessous :
 - Développement modéré de l'habitat permettant notamment le maintien des écoles,
 - Développer des activités économiques,
 - Développer le tourisme et la culture en valorisant le centre ancien et en préservant les paysages,
 - Respecter les principes du développement durable et les espaces naturels
2. de **mener la procédure** selon le cadre défini par les articles L132-7 à L132-13, R132-4 à R132-9 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des personnes publiques,
3. de fixer **les modalités de concertation** prévues par les articles L153-11 et L103-2 à L103-6 du code de l'urbanisme de la façon suivante :
 - La mise à disposition d'un registre de concertation sur lequel les habitants pourront inscrire leurs demandes, remarques et observations,
 - L'organisation de réunions publiques,
 - Des parutions d'articles d'information sur l'avancée des études sur le site internet de la commune et dans la presse.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

À l'issue de cette concertation, M. le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

1. de donner **autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat**, avenant, convention de prestation ou deservice concernant la révision du PLU,
2. de solliciter une **dotation de l'État** pour les dépenses liées à la révision, conformément à l'article L132-15 du Code de l'Urbanisme.
3. De solliciter le fonds de concours de la CCAM pour les dépenses liées à la révision.

La présente délibération est notifiée, conformément aux articles L153-11 et L132-7 à L132-13 du Code de l'urbanisme :

- au Préfet de Moselle,
- au Président du Conseil Régional du Grand Est,
- au Président du Conseil Départemental de Moselle,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre d'Agriculture de Moselle,
- au Président de la CCAM,
- au Président du SCoTAT,
- aux maires des communes limitrophes de Bettelainville, Metzeresche,

Volstroff, Hombourg-Budange, Aboncourt, Rurange les Thionville, Trémery.

- au Président de l'INAO,
- au Président du Centre National de Propriété Forestière,

Conformément aux articles R153-20, R153-21 et R153-22 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée sur le portail national de l'urbanisme.

7. Convention avec le CAUE pour mise en place d'une palette de couleurs.

Dans le cadre de la révision du PLU et pour définir une règle claire du respect des couleurs lors du dépôt des documents d'urbanisme, le CAUE propose d'élaborer une palette de couleurs, validée par les ABF, à respecter. Le coût de la prestation du CAUE s'élève à 2000 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Valide le projet de convention proposé par la CAUE, présenté en séance,
- Autorise le maire à signer la convention et tous autres documents liés.

8. Accompagnement du CAUE à la révision du PLU.

Le CAUE propose son aide pour l'élaboration du PLU, notamment pour intégrer des façades remarquables, des éléments de petit patrimoine (calvaire, chapelle, etc) au document graphique, auxquels devront être ajoutées des prescriptions en cas de travaux, renforcer l'ensemble des aspects environnementaux notamment l'inscription au document graphique de végétaux à préserver (arbres remarquables, alignements, haies, etc) et l'intégration de la trame Verte et Bleu étudiée à l'échelle de la CCAM. Le coût de l'accompagnement du CAUE s'élève à 1600 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Valide le projet de convention proposé par la CAUE, présenté en séance,
- Autorise le maire à signer la convention et tous autres documents liés.

9. Suppression de la régie du périscolaire.

Les délégations données au maire le 30/07/2020 par le conseil municipal l'autorisent à créer une régie, mais ne l'autorisent pas à supprimer une régie.

La régie de recettes périscolaire a été créée le le 22/09/2016, suite à la délibération du conseil municipal du 05/09/2016. Elle n'est plus utilisée depuis 2021.

De plus, la régie de recettes et d'avances périscolaire et des locations de salles et du gîte a été créée le 25/09/2024.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le maire à signer l'acte de clôture de la régie « restauration et accueil du périscolaire », présenté en séance.

10. Rétrocession de voirie rue de Terlange.

Le maire présente le projet de rétrocession de voirie envoyé le 13/09/2024 par TERRALIA, le lotisseur de la rue de Terlange.

Le maire précise que la rétrocession ne pourra avoir lieu qu'au printemps, après aménagement complet des espaces verts et constatation du résultat, notamment pour ce qui concerne la bande enherbée périphérique.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le maire à signer l'acte de rétrocession de voirie, sous réserves que, notamment, l'aménagement des espaces verts soit terminé.

11. Convention de pilotage de plan de solarisation.

Monsieur le Maire explique que depuis plusieurs années les énergies renouvelables connaissent un fort développement (éolien, photovoltaïque, biomasse, ...). Cette volonté de développement est en cours d'accélération avec les lois sur la transition énergétique, la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables, mais également avec la flambée récente du coût de l'énergie (gaz et électricité qui connaissent des fluctuations importantes).

Ainsi, dans son projet de territoire 2020-2030, la CCAM marque sa volonté d'engager la transition énergétique et la production d'énergie renouvelable dans son axe 7. Plusieurs projets sont déjà en cours : la solarisation de l'ISDND d'Aboncourt via un AMI et l'étude sur le déploiement du photovoltaïque sur des bâtiments ou sites communaux.

Pour la mise en œuvre de la solarisation, la CCAM souhaite structurer un outil de portage de ces projets.

Lors d'une réunion technique le 11/09/2024, les maires des communes ont déjà acté plusieurs principes :

- Coordination de la solarisation des bâtiments communaux par la CCAM, au titre de sa compétence « soutien aux actions de maîtrise de l'Energie, au développement des énergies renouvelables et à la filière bois » ;
- Portage de projets sur bâtiments et sites publics, en incluant les puissances faibles ;
- Mutualisation des études et des travaux ;
- Structuration d'un outil de portage des investissements, dont les caractéristiques restent à définir au niveau de la CCAM.

À la vue de ces différents principes, il paraît nécessaire d'avancer sur la mise en œuvre de ce projet.

D'une part, par la signature d'une convention de pilotage de projet dont l'objet est, pour l'ensemble des collectivités prêtes à partager le projet, de donner mandat à la CCAM pour :

- L'organisation et le suivi du pilotage,
- La recherche et la demande des subventions,
- La prise en charge des frais d'études,
- Le lancement des études de faisabilité technique et financière,
- L'animation du comité de suivi.

Le Maire rappelle la volonté de la commune d'être partie prenante du projet et propose au conseil municipal de signer la convention de pilotage.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER le conventionnement sur le pilotage du projet de solarisation entre les communes et la CCAM ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document afférent à la présente convention.

12. Foncier : sollicitation du conseil départemental de la Moselle pour la création d'une zone de préemption sur l'espace naturel sensible « Bois de Luttange ».

Le point est retiré de l'ordre du jour.

13. Révision statutaire de la CCAM.

Monsieur le Maire présente au conseil la modification statutaire votée par la communauté de communes de l'Arc Mosellan lors de sa séance du 24 septembre 2024.

Par arrêté préfectoral en date du 30 juin 2016, la CCAM exerce depuis 8 ans la compétence Petite Enfance comme suit : « La Communauté est compétente pour : la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion de structure d'accueil collectives petite enfance ; la création, la gestion et l'animation d'un Relais Petite Enfance ».

La loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi a introduit, à l'article 17, la notion d'Autorité Organisatrice (AO) de l'accueil du Jeune Enfant.

Le nouvel article L.214-1-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF) précise que, les collectivités sont les autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant, en complément de leur rôle de constructeur de structures d'accueil. Elles sont ainsi compétentes pour :

1° Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles et recenser les modes d'accueil disponibles sur leur territoire : **cette compétence est mise en œuvre par le Relais Petite Enfance itinérant via le guichet unique, ainsi que par la mise en place des Ateliers Enfants-Parents, par ses actions d'accompagnement à la parentalité.**

2° Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans, ainsi que les futurs parents : **cette compétence est mise en œuvre par le Relais Petite Enfance itinérant via le guichet unique, ainsi que par la mise en place des Ateliers Enfants-Parents par ses actions d'accompagnement à la parentalité.**

3° Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil : **cette compétence est mise en œuvre par le Schéma de l'offre d'accueil du Jeune Enfant sur le territoire de l'Arc Mosellan, récemment mis à jour et présenté à la Conférence des Maires en date du 06 juin 2024.**

4° Soutenir la qualité des modes d'accueil : **cette compétence est mise en œuvre par le Relais Petite Enfance itinérant via un accompagnement à la professionnalisation des professionnels exerçant sur son territoire.**

Il est donc proposé d'adapter la rédaction de l'article 3.2.6 des statuts de l'Arc Mosellan au nouveau cadre législatif en vigueur en proposant :

« La Communauté est compétente pour :

- La Construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des structures d'accueil collectives de la petite enfance (multiaccueil/microcrèche)
- Le financement de la construction et la gestion de places d'accueil supplémentaires dans les structures existantes
- Le recensement des besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles, ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire
- L'information et l'accompagnement des familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans, ainsi que les futurs parents
- La planification, au vu du recensement des besoins, et le développement des modes d'accueil
- Le soutien à la qualité des modes d'accueil »

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- DE VALIDER la modification des statuts de la CCAM avec la mise à jour de la compétence Petite Enfance, enfance, jeunesse, conformément à la rédaction du nouvel article L.214-1-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF) ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire au déploiement et à la mise en œuvre de cette compétence.

14. Elargissement de la composition de la commission PLU

Raoul BAUER, Martial VELVERT et Noël RAVAUX souhaitent rejoindre la commission PLU.

Martial VELVERT précise que cette demande ne remet pas en cause le vote du 20/06/2024 où Raoul BAUER, Léon BECKEL, Philippe GRESSEL, Noël RAVAUX et Martial VELVERT ont voté contre la création d'une commission PLU pendant ce mandat.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'élargissement la commission PLU à Raoul BAUER, Martial VELVERT et Noël RAVAUX

Fin du conseil municipal à 22h30.